

*Initiatives parlementaires*

révolution n'est pas due à l'adoption de quelque nouvelle forme de pensée, mais elle constitue plutôt le résultat de pressions économiques concurrentielles. Ces économies dirigées par des gouvernements ou des organismes gouvernementaux se sont révélées inefficaces et incapables de stimuler la croissance économique, si bien que les populations mêmes qu'elles devaient aider ont fini par demander qu'on les change.

Ce changement se manifeste d'ailleurs par la libéralisation des économies, le gouvernement gardant ses distances par rapport aux marchés.

L'expérience a montré que l'initiative concurrentielle est la seule et vraie façon d'assurer la création soutenue de richesses pour tous. Et pourtant aujourd'hui, en dépit de cette évolution, nous sommes en face d'un débat sur la question suivante, à savoir: Est-ce que le gouvernement est plus apte que l'industrie privée à promouvoir la vente de ses propres produits? Remarquez qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle industrie. Il ne s'agit pas d'une industrie naissante ou d'une industrie qui se meurt et qui pourrait peut-être faire appel à l'intervention gouvernementale. Non. On parle aujourd'hui d'une industrie bien implantée, l'industrie minière du Canada, parmi les plus robustes du monde. Une industrie qui est sans pareil nulle part au monde et à qui on devrait accorder de l'aide. C'est paradoxal, madame la Présidente. C'est même la plus grande industrie minière du monde, la plus active sur le marché d'exportation, celle qui est en tête de file dans le domaine technologique. Est-ce croyable que l'on puisse faire appel à l'interventionnisme de l'État dans pareille situation et dans une telle position de force! Les gens d'affaires ne se lassent pas de nous dire que tout appartient à la mondialisation. Je dois dire qu'il y a longtemps que notre industrie des minéraux et métaux est mondialisée. Elle a su former des alliances internationales et ouvrir des comptoirs dans une multitude de pays afin d'avoir des débouchés dans le monde entier et de se ménager longtemps un accès assuré à tous ces marchés et à toutes ses sources.

Comment le gouvernement peut-il donc faire mieux que l'industrie privée qui a érigé ses propres marchés, défini ses réseaux de distribution, implanté ses contacts. Je ne dis pas que toutes les initiatives de l'industrie sont parfaites, loin de là. Je me demande simplement comment est-ce qu'il est possible aujourd'hui que le gouvernement puisse faire mieux que notre industrie.

Pourquoi une société de la Couronne serait-elle capable de faire mieux? Le gouvernement a vendu et continue de vendre certaines sociétés de la Couronne parce qu'il est conscient du fait que le secteur privé est mieux équipé pour exploiter les marchés. À titre d'exemple, une société de la Couronne peut se trouver dans une situation où elle doit faire d'importants investissements pour assurer son expansion, pour maximiser ses bénéfices et même

pour survivre dans la conjoncture actuelle. D'où viendraient donc les fonds si le gouvernement avait comme priorité la lutte contre le déficit que nous connaissons? Il faudrait aller chercher des fonds pour soutenir cette industrie. Une entreprise privée au contraire peut déjà recourir au marché monétaire et trouver rapidement le capital qu'il lui faut pour atteindre ses objectifs. Pourquoi donc faire appel à un organisme coopératif avec l'interventionnisme de l'État? L'industrie privée, encore une fois, peut faire aussi bien, même mieux dans les circonstances.

Cette motion semble également fondée sur la supposition qu'il existe une industrie canadienne homogène dont les objectifs sont les mêmes, sur tous les marchés du monde. Rien n'est plus faux, madame la Présidente. Les producteurs de minéraux du Canada se font même concurrence entre eux, de même qu'ils font concurrence avec l'étranger. Toutes les entreprises n'ont pas les mêmes objectifs, les mêmes stratégies. Cette rivalité entre compagnies d'ailleurs est l'un des facteurs les plus efficaces pour rendre une industrie si compétitive sur le marché international.

• (1840)

Certaines compagnies ont fait des mises énormes partout dans le monde afin de réaliser leur stratégie d'expansion, et elles ont atteint d'ailleurs l'excellence dans certains domaines. J'avoue franchement, madame la Présidente, que j' imagine mal comment l'industrie canadienne pourrait appuyer une telle initiative. En fait, l'industrie percevrait cette mesure ou toute mesure de ce genre comme une menace sérieuse, et elle s'y opposerait sans doute dents et griffes sorties. Je veux montrer par là, madame la Présidente, que les mécanismes gouvernementaux ne se prêtent pas au genre de rôle que la motion d'aujourd'hui suppose. Le gouvernement conservateur en est conscient, et c'est pourquoi il tient à se distinguer du marché et à s'occuper plutôt de gouverner le pays. Bien sûr, on peut se demander s'il existe en fait un rôle pour le gouvernement dans la promotion des exportations de minéraux. Bien sûr, le gouvernement a aussi son rôle, mais sans en gérer exclusivement toute l'activité par son autorité.

Bien que le gouvernement n'ait pas de rôle à jouer sur les marchés mêmes, il lui appartient toutefois, et j'en conviens, de créer et de maintenir un environnement qui soit économique ou commercial, dans lequel les lois du marché peuvent agir librement pour mieux répartir les forces. Nous savons tous d'ailleurs que nul marché n'est absolument libre et que cela est probablement impossible de toute manière. Pensons, entre autres, aux barrières tarifaires, les tarifs douaniers, les limites imposées aux flux monétaires, les règles en matière de santé et d'environnement. Toutes ces conditions sont autant de facteurs